

Fédération Syndicale Unitaire Lozère

Espace Jean Jaurès Rue Charles Morel 48000 MENDE
Tél: 04 66 49 15 90 - Courriel : fsu48@fsu.fr - Site : [fsu48](http://fsu48.fr)

« Pour gagner dans l'unité : hasta la victoria siempre ! »

Dispensé de timbrage
MENDE CT



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Depuis le 19 janvier, la FSU48, au sein d'une intersyndicale départementale unie et déterminée, lutte pour faire reculer le projet macroniste de réforme des retraites injuste et injustifié. Les mobilisations départementales ont réuni des milliers de Lozériennes et de Lozériens transformant l'allée Piencourt de Mende en marée humaine exceptionnelle. Toutes et tous ont bien compris que l'obstination politique, si elle aboutit, les condamnera à deux ans fermes quelque soit la fonction, le métier ou les missions plus ou moins pénibles qu'elles et ils doivent assumer.

La bataille est engagée avec l'appui ultra majoritaire d'une opinion publique qui a bien compris que d'autres financements sont possibles.

Dans le parcours chaotique de ce texte imposé par 49.3, le Conseil constitutionnel rendra son avis le 14 avril. Cette date n'est qu'une étape de plus dans la temporalité du mouvement social engagé. Des perspectives sont ouvertes pour poursuivre l'action individuelle et collective par le lancement du Referendum d'initiative partagée (RIP) qui, pour être accepté, devra être signé par 10% du corps électoral.

La FSU, ses militantes et ses militants, l'ensemble de ses syndiqué.e.s et des personnels qu'elle représente trouveront toute leur place dans la poursuite du mouvement social pour dénoncer la politique libérale et autoritaire en cours.

Car les attaques gouvernementales se poursuivent et se multiplient : violences policières à l'encontre de manifestants ; Pacte pour faire croire à une revalorisation salariale tout en continuant d'accumuler des charges de travail ; destruction de postes et affaiblissement des services publics...

C'est tout une politique qu'il faut changer !

Pour le retrait du projet de réforme Macron des retraites, pour une revalorisation salariale sans contrepartie, pour l'amélioration des conditions de travail, pour le renforcement de tous les services publics, **la FSU48 appelle toutes et tous les agents à se mobiliser massivement dans la grève et dans les différentes mobilisations organisées dès le 6 avril et durant les prochaines semaines.**

Hervé Fumel

DEPOSE LE 04/04/2023



SOMMAIRE

- P 2 *Journée internationale des droits des femmes.*
Egalité Femmes Hommes
Bilan de préparation de la rentrée scolaire 2023
- P 3 *Retrait(e)s toujours solidaires et motivés !*
Projet de réforme de la voie pro.
Appel à souscription
- P 4 *D'autres choix sont possibles pour financer les retraites*

INFO

Le stage fédéral sur « la laïcité et les services publics » prévu le mardi 11 avril a été reporté en novembre 2023

Journée internationale des droits des femmes : le 8 mars c'est toute l'année !

En 2023, en France, les salaires des femmes sont encore inférieurs en moyenne de 22% dans le secteur privé et de 12% dans la Fonction publique. A la retraite 44% des femmes ont une pension incomplète contre 32% des hommes et le montant des pensions (hors pension de réversion) est inférieur de 40,5 % à celui des hommes.

En actant enfin l'égalité salariale femme homme et l'égal accès à l'emploi, c'est 10 milliards assurés pour financer les retraites...

Dans le contexte de grande mobilisation sociale contre la réforme des retraites que nous vivons depuis plus de 2 mois, la journée du 8 mars pour rappeler la nécessaire lutte pour les droits des femmes et pour l'égalité femme homme était plus que jamais d'actualité.

A la retraite, les grandes perdantes, ce sont encore les femmes !

En Lozère, le 8 mars a été marqué par des actions comme partout en France.

Au sein de l'intersyndicale, la FSU48 a pris toute sa part : conférence de presse, audience à la préfecture.

Le Collectif Egalité Femme Homme 48 avec plusieurs sections- locales de la CGT et 3 syndicats nationaux de la FSU , la FSU-SNUipp48, le SNE-FSU du parc des Cévennes et le SNUITAM-FSU, a été à l'initiative d'un rassemblement lumineux chantant et dansant sur la place Urbain V pour mettre en avant les métiers féminisés mal reconnus, sous payés, parce qu'occupés majoritairement par des femmes. Un hommage aux trop nombreuses femmes victimes de féminicides en 2023 (déjà 31, 31 de trop) a également été rendu.

D'après l'ONU, au rythme actuel, l'égalité femme-homme ne sera pas atteinte avant300 ans ! Soyons volontaires et progressistes pour vaincre le patriarcat et faire avancer TOUS.TES ENSEMBLE l'égalité et la cause des femmes !

La FSU-SNUipp48, le SNE-FSU Section Cévennes, le SNUITAM -FSU48

En 2023 dans la vie comme au travail : faisons de l'égalité Femmes Hommes UNE REALITE

Le salaire moyen d'un.e AESH est de 1000 euros par mois.

La retraite serait de 800 euros à taux plein à condition d'avoir eu une carrière non hachée et d'avoir validé le nombre suffisant de trimestres. Le métier est à 93 % féminin. 1 femme sur 2 arrête de travailler à l'arrivée d'un enfant contre 1 homme sur 9.

Nous revendiquons : **le retrait du projet de réforme** des retraites Macron Borne, **l'amélioration du système actuel** avec un départ à 60 ans avec 75 % de son dernier salaire et 37,5 annuités, la suppression de la décote, la prise en compte des critères de pénibilité inhérents aux emplois

fortement féminisés, **la fin des temps de travail incomplets imposés, l'obligation de mise en œuvre effective de l'égalité salariale**, à travail de valeur égal salaire égal, **la création d'un grand service public** de la petite enfance et de la dépendance, **des revalorisations salariales sans contrepartie** pour toutes et tous, **des moyens et un réel engagement** pour la lutte contre toutes les violences sexistes et sexuelles.

Yaël EVRARD FSU-SNUipp48 (secteur AESH)

Bilan de la préparation de la rentrée scolaire 2023 en Lozère

Le Ministre de l'Education nationale a certes changé, mais la doctrine politique reste la même (pas d'améliorations des conditions d'enseignement). Sa première préparation de rentrée s'enorgueillit de supprimer des postes en imposant des choix idéologiques (suppression de la Technologie en 6^e pour « rapprocher cette classe du CM » rappelant le concept d'école fondamentale que la FSU a toujours combattu) et en accompagnant un tassement démographique plutôt que de chercher à mettre plus de moyens pour limiter le nombre d'élèves par classe. **Les territoires ruraux, dont la Lozère, paient le prix fort cette politique éducative rétrograde.** Les bilans sont ainsi de -2 emplois dans le premier degré, -1 poste en collèges, -2 postes en lycées. Les conditions de travail des

personnels infirmiers continuent de se dégrader : aucun emploi créé alors que les besoins sont immenses et suppression d'un poste complet en lycée pour création d'un poste en complément de service sur deux lycées.

Les discours officiels faisant valoir des suppressions de postes pour un meilleur service public rendu n'engagent que celles et ceux qui osent les prononcer mais restent totalement inacceptables pour les personnels, les usagers et les parents d'élèves qui subissent ces dégradations imposées. **La FSU revendique une tout autre politique éducative pour la réussite de toutes et tous les élèves.**

Hervé FUMEL

Retraité(e)s toujours solidaires et motivés !

La Fédération Générale des Retraités-Fonction Publique Lozère a tenu son Assemblée Générale le 14 mars dernier à Mende au lycée Peytavin.

Deux délégués représentent notre département au Congrès de Dax les 4, 5 et 6 avril prochain.

C'est le 67^{ème} Congrès national de la FGR-FP.

Les retraité(e)s toujours mobilisés dans les actions !

Après les énormes mobilisations depuis le 19 janvier, les retraité-es restent toujours déterminé-es et solidaires des

travailleurs et des jeunes contre cette réforme des retraites injuste et injustifiée.

Ils continueront à appeler tous leurs adhérents et au-delà à manifester pour obtenir le retrait de cette réforme.

Ils se félicitent de l'unité syndicale qui se poursuit et que le 49.3 n'a fait que cimenter. Le mépris du Président de la République a dopé la mobilisation.

Ensemble et unis, nous pouvons gagner !

Projet de réforme des lycées professionnels : une intersyndicale unie et vigilante

Depuis le début de l'année scolaire et malgré le mouvement contre la réforme des retraites, la mobilisation des personnels des lycées professionnels a mis en avant les difficultés et inquiétudes générées par les réformes précédentes, la transformation de la voie professionnelle et par les annonces du Président. Les acteurs de la voie professionnelle insistent sur la nécessité de mettre en œuvre des mesures permettant d'améliorer les conditions d'études des jeunes, leur réussite aux examens et les conditions de travail des personnels.

La transformation de la voie professionnelle engagée sous le précédent quinquennat est à rebours de ces objectifs : la mise en œuvre des dispositifs d'enseignements pluridisciplinaires (la co-intervention et le chef-d'œuvre) ainsi que les familles de métiers, ne font perdre que du temps disciplinaire aux élèves. La mixité des publics scolaires et alternants qui s'impose dans nos classes accentue la charge de travail et les difficultés des équipes. Si à l'issue des groupes de travail la ministre Carole Grandjean a convenu qu'il n'y avait pas de consensus sur l'augmentation de 50 % des stages, elle ne renonce pas à tenter d'imposer une augmentation en classe de terminale. L'opposition reste toujours forte à toute semaine supplémentaire. C'est sur la qualité des stages qu'il faut absolument travailler

et non sur leur quantité.

L'inquiétude est également grande en ce qui concerne le SNU qui confisquerait encore deux semaines d'école à nos élèves de seconde bac pro et de première CAP qui cumulent trop souvent des difficultés sociales et scolaires. (L'intersyndicale sur la réforme de la voie s'est clairement opposée à la mise en place du SNU).

Alors que le projet de Mme Grandjean reste très contesté, la réforme n'est toujours pas dévoilée. « adapter le rythme des PFMP », « s'affranchir de l'année scolaire », « Mixage », « temps de concertation » avec nouvelles missions inscrites dans le pacte, « bac pro +1 »...

Autant d'annonces mais toujours pas de plan de revalorisation des salaires, de nos conditions de travail, des filières et des parcours scolaires de nos élèves.

Lors de son allocution, E. Macron a réaffirmé porter la réforme des lycées pros comme une de ses priorités. Si une réforme « scolaire » est portée au plus haut niveau de l'État, ce n'est aucunement dans l'intérêt des jeunes mais bien dans la continuité des politiques et réformes libérales engagées par l'exécutif.

Laurent CALMELS - SNEP-FSU48

Appel à souscription pour le local de la FSU48

Pour permettre à la FSU48 de rester dans la maison des syndicats Espace Jean Jaurès et de pouvoir régler les charges locatives jusqu'ici partagées entre les différents syndicats qui la composent et dont la trésorerie le permet, des retraités fondateurs en Lozère de la FSU48, du SNUipp et du journal Ensemble, ont organisé une première souscription. Les fonds recueillis seront affectés exclusivement aux charges, une ligne budgétaire sur les comptes de la FSU48 lui sera réservée.

Afin que notre Fédération Syndicale Unitaire puisse poursuivre son engagement de syndicalisme de transformation

sociale, nous pérennisons et élargissons cette initiative à tous les personnels actifs et retraités des différents syndicats de la FSU.

Mende, le 07 mars 2023

Les chèques sont à libellés à l'ordre de : FSU48

Et à adresser : Isabelle VOLLE ou François ROBIN, trésorier de la FSU48, Maison des Syndicats Espace Jean Jaurès, Rue Charles Morel, 48000 Mende



**ENGAGÉ-ES POUR
UNE AUGMENTATION
DE NOS SALAIRES**

D'autres choix existent pour financer les retraites !
Le recul de l'âge de la retraite à 64 ans n'est pas une fatalité,
mais une volonté politique de ce gouvernement !

Alors même que le Conseil d'Orientation sur les Retraites démontre que le déficit sur les retraites serait limité et conjoncturel (avec un chiffrage à 12 milliards d'euros, temporaire, au pire), le gouvernement s'enferme en expliquant que c'est « le seul moyen de sauver les retraites par répartition ». **C'EST UN MENSONGE et un prétexte pour diminuer la dépense publique.** Les exemples ci-dessous (pris uniquement parmi ceux mettant à contribution les revenus issus du travail) montrent que des alternatives existent !

Mesures possibles	Ce que ça rapporterait
5 % d'augmentation de salaires pour le privé	9 milliards d'euros de cotisations retraites
5% d'augmentation du point d'indice des fonctionnaires	1,25 milliard d'euros de cotisations retraites
Imposer l'égalité salariale femmes-hommes	5,5 milliards d'euros de cotisations retraites
Supprimer les exonérations de cotisations sociales des entreprises sans effet sur l'emploi	40 milliards de cotisations sociales
Revenir sur la suppression de la CVAE des entreprises décidée en 2023 (le gouvernement explique dans son projet de loi de finance 2023 que les économies visées par sa réforme des retraites sert à cette suppression !)	4 milliards en 2023, 8 milliards en 2024
Elever la cotisation sur les dividendes au même niveau que les cotisations sur les salaires	Au moins 14 milliards d'euros
Soumettre l'épargne salariale à cotisations sociales	6 milliards d'euros (3 retraites, 3 autres branches de la Sécurité sociale)
Créer 100 000 emplois à l'hôpital	1,3 milliard d'euros de cotisations retraites
Créer des emplois supplémentaires (le passage aux 32 heures avec maintien des salaires créerait 1,7 million d'emplois)	13,6 milliards d'euros de cotisations retraites
Augmentation du taux de cotisation de 0,8 points d'ici à 2027 (28€ par mois pour un salaire mensuel de 2300€ net, hausse qui pourrait être en partie prise en charge par l'employeur)	Environ 12,5 milliards de cotisations retraites, soit le montant du déficit temporaire en 2027. Le Conseil d'Orientation des Retraites met en avant cette disposition dans son dernier rapport.
Utiliser le fond de réserve des retraites	doté de 170 milliards d'euros

La retraite à 60 ans c'est 3 points de PIB, soit 75 milliards à trouver

D'autres solutions de financement des retraites sont vraiment possibles !



ENGAGÉ-ES POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE